LES MONDES AOÛT 2030

ACTU

Environnement, Santé, Île-de-France

Vers un réseau "Franci-lien"

« (...) le souhait d'un réseau numérique et humain spontané, solidaire, où les citoyens s'adaptent intelligemment à cet espace de vie certes défectueux dans l'immédiat, mais qui reste le leur. » -Nathan Obviascia, responsable du collectif citoyen « Franci-LIEN ».

Quand le ciel bas et lourd pèse comme un couvercle »...Baudelairiens, ces vers semblent pourtant tout droit tirés du quotidien inédit et éprouvant des résidents franciliens. En effet, depuis une semaine déjà, un nuage de fumée orange et opaque plane sur la région, conséquence de deux facteurs fumigènes coïncidant: la réitération de feux de forêts, ainsi que la combustion industrielle et automobile élevée dans la zone.

Surcharge des hôpitaux, détresse respiratoire, santé mentale à rude épreuve devant cette entrave au libre déplacement... les réactions doivent être rapides face à ce problème brûlant. C'est donc en quelques jours que le collectif associatif Franci-lien a établi son propre plan d'action. Cette organisation nonlucrative fut initialement créée en Île-de-France à l'aube de la pandémie Covid 19 de la décennie afin d'assurer des services vitaux personnes isolées: délégation des courses à un tiers bénévole, prêts de logements pour les sans-abris ou les femmes victimes de violences conjugales, groupes de parole à distance... Ainsi, lorsque dix ans plus tard des enjeux sanitaires et environnementaux compliquent l'accessibilité aux espaces publics, le collectif n'y voit qu'une nouvelle raison de s'actualiser, de retourner à ses sources, et de faire ses preuves à nouveau. Rencontre avec Nathan Obviscia, Président de l'association, mais aussi ingénieur et membre de la Fondation Abbé-Pierre.

Les Mondes (L.M): -Qu'est-ce exactement que ce réseau franci-lien, et quelles sont ses applications concrètes et ses plans d'action?

N.O: Ce réseau s'incarne principalement par une application éponyme créée en interne, dont les QR codes d'accès sont diffusés dans des endroits stratégiques de la région, et enfin qui est participative, afin que les résidents puissent s'avertir aussi bien des zones singulièrement affectées, des routes déjà encombrées pour l'heure, ainsi que de la disponibilité de bénévoles volontaires -qui peuvent être soignants ou seulement dispos à rendre des services aux personnes isolées et à risque. Mais nous mettons l'accent sur le fait que ce réseau numérique est aussi inextricablement humain: on peut par exemple notifier sur l'application les personnes souffrant du gap générationnel et donc exclues de ce système digital. L'association les recense alors, se procure leur numéro de téléphone en cas d'accord, et les prévient de cette manière en cas d'information majeure. Autre exemple: la création de fablabs et numlabs, financés par la région, qui permettent aux membres de l'association d'atteindre des données plus précises, plus objectives, et donc plus scientifiques. Cela permet également de favoriser la discussion au sein des membres. Les notions de numérique et d'humain sont donc imbriquées dans ce réseau interne et à taille humaine.

LES MONDES AOÛT 2030

L.M: -La restauration de cette application fait-elle signe d'une volonté bottomup de s'approprier son espace de vie?

N.O: -Tout-à-fait. Selon les rumeurs les plus récurrentes, l'État serait en négociations commerciales avec une start-up nationale afin de lancer une application censée répertorier les zones à risques, et donner entre autres l'injonction de les éviter. Ce système de SIA serait un magnifique outil de technologie, combinant observations météorologiques, statistiques prédictives et transmission de la donnée en temps réel pour l'utilisateur. Néanmoins, de l'ensemble des réunions riveraines, ressort le souhait d'un réseau numérique et humain spontané, solidaire, où les citoyens s'adaptent intelligemment à cet espace de vie certes défectueux dans l'immédiat, mais qui reste le leur. Dans ce décor presque apocalyptique -si l'on cède à la tentation catastrophiste-, l'établissement d'un réseau de partage organisé par des pairs reste crucial pour des citoyens isolés et inquiets. Toutefois, l'aide d'un État disons "providence" n'est absolument pas rejetée; nous espérons seulement des transformations structurelles bénéficiant à une amélioration environnementale ainsi qu'à la recherche médicale. Il serait intéressant de ne pas seulement miser sur la prévention des risques, mais également sur le soin à apporter en cas qu'elle soit insuffisante.*

Voir aussi:

page 5 « Enquête sur les feux de forêts qui effraient l'Île-de-France »

page 22 « Interview, Pascale
Lehoux et l'innovation responsable »

page 30 « Écoles d'été: devonsnous y inscrire nos enfants? »

L'OBSERVATEUR AOÛT 2030

ACTU

Environnement, Santé, Île-de-France

Un nuage de fumée inédit en Île-de-France: les associations environnementales souhaitent intervenir.



Le nuage de fumée recouvre l'Île-de-France.

Source de l'image: 20minutes.fr

Entretien avec le représentant de l'association environnementale. Selon lui, pour résoudre le problème lié à la qualité de l'air, un système IA proposant des conseils pour la santé des citoyens ne suffira pas. « Notre association cherche plutôt une solution à long terme, donc une transformation radicale », explique-t-il.

Mettre en oeuvre la sagesse collective - un forum citoyen

Non seulement dans l'aspect écologique et environnemental, les décisions unilatérales sont souvent insatisfaisantes, c'est pour cette raison que notre association établit le forum en mobilisant les citoyens de tous les milieux sociaux afin de proposer les meilleures solutions pour soulager les problèmes environnementaux, sanitaires et aussi sociaux liés à la pollution de l'air, et plus largement, la dégradation de l'environnement. Nous apprécions toutes les propositions de l'IDF qui ont pour but d'améliorer la qualité de l'air. Mais il faut aussi donner la parole à nos citoyens et citoyennes. Il allait sans dire qu'il y aurait plus de chance d'avoir des bonnes pratiques en engageant les personnels travaillant dans la vraie situation. En plus, le forum prévoit les risques et les problèmes potentiels en faisant participer une population plus

L'OBSERVATEUR AOÛT 2030

diversifiée. Pour clarifier cette idée, prenons l'exemple de la transformation écologique d'une entreprise. En réduisant les activités les plus polluantes, il faut considérer l'ancienne infrastructure, comme les redonner une nouvelle fonction avec peu de ressource naturelle. Les employés de l'activité réduite doivent aussi être pris en compte. Le forum propose une plateforme, rassemble les différents acteurs, leur donne la parole et accueille leurs suggestions.

Un réseau d'entreprises, d'acteurs publics et de citoyens

Outre le forum citoyen, notre association s'engage aussi à créer un réseau lié les entreprises, les acteurs publiques et les citoyens. Comme tout le monde sait, la pollution industrielle présente la plus grande proportion de la pollution totale. En revanche, c'est l'industrie qui nous apporte des nécessités quotidiennes, et nous assure une vie agréable. On peut imaginer l'apparition des conflits et des problèmes au cours de transformation écologique, et l'industrie sera un acteur incontournable dans presque tous les scénarios. Ce réseau non seulement donne parole aux entreprises et transmet leurs avis dans toutes nos démarches vers un futur plus écologique, mais aussi fournit une plateforme d'échange entre les entreprises, les acteurs publiques et les citoyens afin de soulager les conflits potentiels et de sortir des idées plus efficaces et innovantes.

L'association envisage de créer un site web, qui sert à la plateforme virtuelle du forum et du réseau. Un bureau physique va être réservé pour ces activités pour que les groupes exclus du monde digital puissent aussi accéder à la plateforme et s'exprimer.

Cette période nous indique à quel point l'environnement est important pour notre santé et

avenir, la transformation écologique est une tâche urgente à mettre en application. Venez nombreux pour soutenir notre association et réagir ensemble en faveur d'un meilleur avenir.//

« Venez nombreux pour soutenir notre association et réagir ensemble en faveur d'un meilleur avenir. » START-MAG AOÛT 2030

ACTU

Environnement, Santé, Île-de-France

Dossier Spécial Start-Mag: Santé en IDF

Start-Mag a rencontré Julie Korne, fondatrice de Air-de-France, qui a récemment été sélectionnée par la région IDF pour déployer sur l'ensemble du territoire leur application mêlant santé prédictive, qualité de l'air et IA. La jeune entrepreneuse, pleine d'entrain, répond à nos questions.

Start-Mag (SM): Bonjour Julie! Pourrais-tu commencer par nous présenter ton produit?

JK: Bonjour, et bien sûr! Ce que nous proposons à Air-de-France, c'est une application qui permet à tout un chacun de connaître en temps réel la qualité de l'air qu'il respire, et d'avoir des conseils personnalisés sur la conduite à tenir. Les clients n'ont qu'à renseigner leurs informations, que ce soient physiologiques ou de santé, et l'appli se charge de croiser les informations pour proposer des conseils personnalisés. Pour le moment, on se concentre sur des conseils liés à la conduite à tenir par rapport à la qualité de l'air, mais je vois plus grand. Pourquoi ne pas aller jusqu'à donner des conseils en alimentation, en conduite sportive? Nous étudions la possibilité d'aller plus loin dans le conseil prédictif en santé.

SM: D'où vous est venu l'inspiration d'une telle application?

JK: L'inspiration, c'est de pouvoir en prendre des saines (rires). Plus sérieusement, la pollution de l'air est devenue au XXIeme siècle un fait auquel la population s'est habituée. Quand j'ai vu que la Start-up PLUME proposait un dispositif pour avoir des informations sur la qualité de l'air qu'on respirait, je

me suis dit qu'on pouvait aller encore plus loin! Des gens payaient pour s'informer sur l'air qu'ils respiraient, on pouvait donc trouver un modèle financier pour vendre du conseil sur la conduite à tenir en fonction de la qualité de l'air. C'était mon pari, sur une intuition, et ça s'est révélé gagnant.

SM: Et comment ça marche, précisément?

JK: En fait, le principe d'ADF (acronyme d'Air-De-France) est assez simple! Le point névralgique de l'appli, c'est une IA qui a été désignée par nos soins. Elle prend en données d'entrée les informations d'une personne, comme son âge, sa condition physique, ses problèmes de santé. Elle croise ces informations avec celles sur la qualité de l'air, et elle produit des conseils personnalisés, des conseils sur les activités à faire ou au contraire à éviter. On s'est associés à AirParif, qui dispose des informations en temps réel de la pollution atmosphérique sur la région pour obtenir les données. Les conseils personnalisés sont eux issus d'un travail collaboratif avec des spécialistes de la santé publique de l'institut Pasteur. Enfin, une collaboration récente avec Waze nous a permis de développer nos prévisions de trajets garantis "pollution minimum", qui a une forte popularité, surtout auprès des acteurs de la mobilité douce. Une bonne partie de nos utilisateurs sont prêts à faire des détours pour éviter les zones polluées, et ça se comprend - l'air est vraiment devenu irrespirable sur la capitale.

START-MAG AOÛT 2030

SM: Vous avez été sélectionnés par la région IDF, qui souhaite déployer votre appli à grande échelle. Vous pouvez nous en dire plus ?

JK: Quand on a su que le gouvernement cherchait des solutions à la crise actuelle de la pollution de l'air, on a sauté sur l'occasion. Après tout, on propose exactement ce qu'ils cherchaient : une réponse rapide et immédiate à la crise! Grâce à notre appli, chaque personne en IDF pourra savoir à quelle pollution elle est exposée, vers où se diriger pour l'éviter, quels trajets sont à préférer ; mais aussi s'il vaut mieux sortir ou plutôt s'enfermer en attendant que les vents emportent les particules. Notre but, c'est que tout le monde puisse se protéger de la pollution, et éviter d'avoir à aller à l'hôpital à cause des détresses respiratoires. Prévenir avant de guérir! La proposition a plu aux contractants de la région, et nous y voilà : notre appli va être officiellement soutenue par la région.

SM : Concrètement, qu'est-ce que ça a changé pour vous ?

JK: Déjà, ça change notre business model. On travaillait à la base sur du conseil payant; mais pour que tout le monde puisse y avoir accès sans restriction, l'appli est devenue gratuite. En contrepartie, toute la boîte est financée par un fond

spécial débloqué durant la crise. On est maintenant payés par la région, sans pour autant avoir été rachetés ... C'est une situation extraordinaire, une collaboration sans précédent. Ça montre que la région est prête à financer des solutions locales sans velléité de freiner leur créativité, ce qui est une super nouvelle pour les start-up! En plus de ça, nous profitons d'experts déployés par la région, venus rejoindre l'équipe pour travailler sur la gestion et la sécurité des données. Un impératif, puisque notre base d'utilisateurs a explosé depuis l'annonce, et que notre équipe n'était pas dimensionnée pour un tel volume.

SM : Enfin, que prévoyez-vous pour l'avenir, à court et long terme ?

JK: Très bonne question! Pour le moment, le focus est sur le déploiement à grande échelle, l'intégration du nouveau flux d'utilisateurs, et l'amélioration de notre modèle d'IA. La baisse des hospitalisations et l'amélioration de la santé en IDF est notre objectif premier, à court terme. Inversement, plus la situation s'améliore, moins notre application sera vue comme nécessaire. Je pense qu'il faut éviter de se reposer sur nos lauriers, et penser diversification. Nous réfléchissons à d'autres axes de développement pour la suite, mais je préfère garder ces idées en interne pour le moment! //

LE RAPPORT AOÛT 2030

ACTU

Environnement, Santé, Île-de-France

L'île de France, la pollution de l'air et la neutralité carbone

De nouveaux feux viennent une fois de plus dégrader la qualité de l'air en région parisienne. Les conséquences sanitaires et écologiques de ces évènements ont poussé la région à adopter des mesures drastiques pour pallier une aggravation de la situation. Rencontre avec **Stéphanie Billot,** présidente du conseil régional d'île-de-France.

Un nouveau pas vers la neutralité carbone

"La neutralité carbone, c'est notre objectif; c'est celui de tous les concitoyens" déclare haut et fort Stéphanie Billot. Nouvelles lubie du conseil régional, la décision a été applaudie par les associations de défense de l'environnement, tandis que l'humeur est plutôt au grinçage de dents du côté des industriels. Un objectif qui va surement impacter le développement économique de la région, selon le MEDEF. La porteuse de cette nouvelle mesure explique comment cet objectif sera appuyé par la région : "L'idée est d'aider les entreprises à transitionner d'un système aujourd'hui dépendant aux émissions et à la pollution atmosphérique vers un système plus sain pour la région et ses habitants. Ainsi, toutes les entreprises sur le territoire devront réduire leurs émissions, jusqu'à atteindre un zéro net d'ici 2035, qui avance de 15 ans l'objectif de l'accord de Paris adopté par le pays en 2015. C'est une mesure forte, qui prend la mesure des catastrophes écologiques et sanitaires que nous vivons" assène-t-elle.

Les "entreprises à mission", nouvel objectif de la région IDF

Le conseil régional compte favoriser l'apparition d'entreprises vertueuses au travers de financements

disponibles pour les entreprises à mission, qui seront auditées par la région. " Les entreprises à missions sont des entreprises qui mettent un avant un but social ou environnemental, avant le but lucratif. C'est un changement de paradigme dans l'entreprenariat et l'industrie que nous souhaitons encourager et promouvoir au sein de la région IDF" nous confie la présidente. Des initiatives qui pour le moment sont minoritaires, et qui pourraient bien bénéficier de ce nouveau vent qui souffle sur l'IDF. " Les audits qui seront conduits par des cabinets d'experts permettront d'évaluer la validité de l'appellation d'entreprise à missions, sur des critères d'impact social, de bien-être au travail, de production de déchets et de gazs à effets de serre", ajoute Mme Billot. Elle espère qu'avec ces mesures, "les entreprises de l'IDF pourront toutes transitionner vers des modèles plus écologiques et faire de l'IDF une région plus facile à vivre".

Quant aux entreprises refusant la transition, elles seront taxées en premier lieu, jusqu'en 2040, où la région engagera des démarches pour faire cesser leurs activités. Elles devront s'adapter ou mourir", avoue-t-elle. Elle ne voit pas dans ces propositions une radicalisation écologique particulière ; "On ne fait que donner des contraintes à la logique de marché, qui fonctionnera pour s'adapter à ces contraintes" lance-t-elle aux opposants à cette décision.

LE RAPPORT AOÛT 2030

Un montage financier ingénieux

La région a débloqué un fond spécial de financement des activités à mission, financé en partie par le plan national de "Relance verte" annoncée en début d'année par le président Emile Sabeaure. Il servira en premier lieu à accompagner les entreprises dans leur transition, en permettant de consulter à moindre frais des accompagnants à la transition. Le fond sera ensuite alimenté par les taxes perçues sur les entreprises qui tardent à passer au zéro carbone. "Plus les entreprises progresseront vers le zéro carbone, moins le fond percevra de taxes - mais cela s'équilibrera directement avec un nombre croissant d'entreprises qui auront fini leur transition et ne bénéficieront plus des aides". L'enjeu est de forcer un modèle économique non émetteur de carbone et ne vivant pas "à perfusion" d'aides de l'état ou de la région. Pour les nouvelles entreprises désireuses de se lancer, les règles ne changent pas : "Elles bénéficieront des mêmes aides qu'avant, et pourront même bénéficier d'un coup de pouce supplémentaire si elles obtiennent la qualification d'entreprise à mission" assure la présidente du conseil de la région.

Un enjeu de taille pour la qualité de l'air

Ce qui est visé par ces mesures, c'est l'amélioration de la qualité de vie en IDF, et plus particulièrement la qualité de l'air. La réduction des activités polluantes devraient permettre d'entraîner une réduction des particules de petites tailles qui sont les plus insidieuses pour la santé, selon l'OMS. "Si la région ne peut lutter contre les embrasements des forêts qui la bordent, elle peut par contre agir sur les autres facteurs polluants" insiste finalement notre invité. "Ce sont les citoyens qui subissent les conséquences de ces pollutions aérosoles, il est impératif que ce fait ne soit plus une tragédie qui se répète mais une histoire ancienne". La mesure entrera en vigueur le mois prochain.//

BAPE

Bureau d'Audiences Publiques sur l'Environnement

Rapport d'experts

Numéro A6387

« Détérioration de la qualité de l'air en Île-de France: détresses respiratoires et signaux d'alarmes environnementaux »



Le contenu de cette publication a été rédigé par le Bureau francilien d'Audiences Publiques sur l'Environnement.

« Nous, membres du comité d'experts convoqué exceptionnellement afin d'aboutir à une recommandation concernant la détérioration de la qualité de l'air en Île-de-France en août 2030, avons l'honneur de vous présenter le rapport de notre BAPE. Celui-ci regroupe les positions initiales des entités membres et rend compte du compromis voté. »

« Pour rappel, la crise sanitaire et environnementale qui requiert cette mobilisation d'experts consiste en la persistance d'un nuage de fumée opaque sur la région. Dû à des feux de forêts répétés et à l'accroissement de l'activité combustible et automobile, celui-ci provoque de nombreux cas de détresse respiratoire, et la proposition d'une solution se fait urgente. »

« Nos remerciements s'adressent au Ministère de la Transition Écologique ainsi qu'à celui des Solidarités et de la Santé, à Mme Stéphanie Billot, représentante du conseil régional d'Île-de-France, à Madame Julie Korne, fondatrice de Air-de-France, sélectionnée par la région IDF pour déployer sur l'ensemble du territoire leur application mêlant santé prédictive, qualité de l'air et IA, au collectif de l'association environnementale « Vert l'Avenir », ainsi qu'à M. Nathan Obviscia, président de l'association « Franci-lien ».



I-Convocation et composition du BAPE:

Suite à cette crise sanitaire et environnementale pressante, le comité d'experts suivant fût convoqué, afin de délibérer sur l'adéquation des réponses envisagées:

-Julie Korne, en faveur d'une solution de type top-down. Celle-ci aurait pour objectif d'optimiser l'existant, en mettant à disposition des citoyens une application développée par sa start-up, afin de remplir les objectifs suivant: boucle d'apprentissage dynamique et identification des zones à risque, diffusion massive de l'information, réactivité de la population et redirection du trafic en cas d'affluence, réduction des risques et de la surcharge hospitalière en adoptant une logique de prévention, et enfin sécurité des données personnelles.

-Stéphanie Billot, Présidente du conseil régional d'Île-de-France. Elle se place également en faveur d'une solution top-down, en proposant néanmoins d'aboutir à une réelle transformation structurelle. Elle affirme ainsi la volonté de la part du conseil régional d'imposer l'objectif de l'accord de Paris sur le territoire de l'IDF: la neutralité carbone en 2035. Pour ce faire, des financements seraient accordés aux entreprises à mission et des taxes contraignantes seraient imposées aux entreprises polluantes.

-Le représentant de l'association « Vert l'avenir ». Celui-ci se place en faveur d'une logique bottom-up prête à assumer des transformations structurelles. Le moyen d'action proposé est celui de la mise en œuvre d'un forum citoyen, en vertu de la sagesse collective, qui situerait à nouveau les riverains dans la vie politique de leur région. Ces assemblées citoyennes se conjugueraient à la création d'un réseau tripartite mêlant entreprises, acteurs publics et citoyens.

-Nathan Obviascia, représentant du comité associatif « Franci-lien ». Il défend en leur nom l'idée de la prise en charge par le collectif citoyen local des objectifs de l'application proposée par le gouvernement: réactualisation d'un réseau numérique et humain préexistant, visant à prévenir en temps réel les concitoyen.nes des zones fortement polluées, des routes déjà encombrées, des professionnels de santé volontaires et disponibles si besoin, afin d'articuler au mieux soin et prévention.



II-Compte-rendu de la délibération finale:

La situation est inédite ; la crise sanitaire à laquelle l'IDF est confrontée est sans précédent, et les conséquences sont dramatiques à court terme comme sur le long terme. C'est pourquoi la réponse à cette situation doit elle aussi s'articuler en deux temps. Une première initiative visera à pallier la crise sanitaire actuelle, tandis qu'une deuxième initiative aura pour but de prévenir ce genre de situations à l'avenir.

La première initiative doit permettre une réponse rapide à la situation, et proscrit donc toute politique de modifications d'activité, qui ne permettrait pas d'endiguer la pollution de l'air due aux incendies qui bordent la région. L'initiative doit permettre à chacun de se protéger des émanations nocives, afin de préserver la santé des citoyens et de désengorger les sites pourvoyeurs de soins. La proposition la plus porteuse dans ce cadre est l'adoption d'une application qui produirait des recommandations sur les comportements à adopter pour les citoyens de l'IDF, en fonction de leurs paramètres de santé, de leur localisation et des informations sur la qualité de l'air. Cette application pourrait bénéficier des dernières technologies de l'IA afin de construire les recommandations délivrées.

Il convient alors en premier lieu d'applaudir la proposition initiale d'une application prometteuse, à la jonction entre le développement d'une économie locale, la portée sociale d'une diffusion grand public et ludique, ainsi que l'adaptabilité à un environnement ponctuellement défaillant. Les trois piliers du développement durable sont intégrés dans cette proposition, qui représente avant tout une belle réussite numérique sur les plans météorologique, celui des sciences prédictives et celui des sciences de la communication en temps réel (avec un objectif 0-latence concernant le traitement des données). De plus, cette réponse immédiate induit le désengorgement rapide des hôpitaux et centres de soins, surchargés. En somme, c'est donc une proposition qui réussit l'objectif de s'adapter intelligemment à une crise donnée et, et d'utiliser l'IA à bon escient: protection éthique des données personnelles, scientificité avérée de l'information transmise, diffusion et accessibilité au plus grand nombre, et économie de circuit court. Le développement d'une telle application par le biais de la start-up Air-De-France permettra un déploiement rapide et efficace de cette solution, tout en mettant en exergue la collaboration entre cette start-up et les structures partenaires telles qu'AirParif, Waze et l'Institut Pasteur. Cette nouvelle forme de collaboration emprunte aux problématiques leur nature systémique et offre une réponse adaptée à l'échelle des communautés.

Néanmoins, la proposition de l'association Franci-lien y représente un contrepoint majeur: comment ne pas mesurer l'intérêt d'une application pré-existante, précédemment adoptée par les citoyens et permettant une redirection facile du budget prévisionnel?

En ce sens, il apparaît pertinent de conjuguer les logiques top-down et bottom-up sur ce point précis, afin d'actualiser ce système préexistant et de l'adapter à notre décennie. D'abord, un numéro vert sera mis à disposition des riverains, afin de pallier au gap générationnel dont souffrent certains. De plus, le BAPE recommande à l'État de s'engager à fournir aux associations du réseau Franci-lien financement (par prise en charge des frais de fonctionnement) et bureaux physique afin d'attester son soutien envers leurs activités spontanées. Celles-ci consisteront alors en l'établissement d'une plateforme digitale gérée en interne, et visant à compléter le travail entrepris durant les mois précédents. Cette plateforme permettra en outre d'inviter citoyens, professionnels et décideurs à échanger sur les différents sujets d'actualités liés à la question de la pollution de l'air. Ces échanges pourront ensuite être transformés en propositions remontées au conseil régional. En outre, il serait de bon ton d'autoriser les associations concernées dans ce rapport à organiser une série de campagnes afin de faire participer les citoyens dans le débat concernant la transition écologique.

De fait, cette solution initialement pensée à court-terme semble inévitablement vouée à une certaine prolongation. En effet, une fois la crise passée, l'application ADF pourrait servir d'outil observatoire servant à vérifier régulièrement les fluctuations de la qualité de l'air dans la région, et même de les prévoir. De plus, les débats citoyens ne peuvent statuer sur l'écologie sans s'inscrire dans une prolongation et dans une optique transitoire.

Or, si nous avons ouvert ce compte-rendu sur la nécessité d'une solution immédiate, la seconde initiative, quant à elle, doit pouvoir prévenir que cette situation ne puisse se répéter à l'avenir. Outre un suivi rigoureux de la qualité de l'air, la région a aussi besoin de mesures et d'initiatives chargées de réguler les activités polluantes et de maintenir une qualité de l'air minimale, même en période de crise. Cela pourrait signifier des mesures allant à l'encontre des intérêts des individus et des entreprises. C'est vers ces mesures que seront orientées les discussions ouvertes sur le forum entretenues par le réseau Franci-lien, qui peuvent faire écho aux propositions de Stéphanie Billot ou de l'association Vert l'Avenir. L'entretien de ces réseaux est capital pour une meilleure santé en IDF, et tous les acteurs, que ce soit la région, les associations, les entreprises ou les citoyens, doivent être mobilisés pour y parvenir.

Cette solution en deux temps peut positivement impacter la situation actuelle et porter à l'attention des citoyens et entreprises l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé. Ces deux solutions sont complémentaires, et se renforcent chacune l'une et l'autre. Grâce à l'application de recommandation ADF, les citoyens seraient plus sensibilisés à la problématique de la qualité de l'air, et une invitation à une participation citoyenne aux décisions concernant le sujet serait bien reçue. De même, la promesse d'une participation aux décisions concernant la régulation de la pollution atmosphérique au travers des réseaux Franci-lien encouragerait les citoyens à faire des efforts individuels et donc à utiliser l'application. Les associations environnementales se sentiront renforcées par les invitations à participer aux forums et par la sensibilisation des citoyens de la région ; elles ne s'opposeront donc pas à ce dispositif. Concernant les entreprises, cette configuration les amènera à préférer des modèles moins émetteurs de polluants, et à transformer leurs moyens de production, sous la pression de la demande des citoyens. Cette pression, accrue par la crise actuelle, ne pourra pas être tout à fait défaite par les lobbies, forçant ainsi une transition vers les activités bas carbone.

L'adoption de ces deux initiatives pourra positivement impacter sur la situation directe, notamment au niveau de l'occupation sur les sites de soins, et sur le long terme, en améliorant de manière globale la qualité de l'air en IDF.

Notre propos conclusif propose alors de considérer les mesures adoptées comme une affirmation d'un progrès nouveau, qui ne se veut plus uniquement technologique mais aussi hautement social et environnemental. En ce sens, les transformations relatives au surgissement de cette crise doivent davantage relever d'un ralentissement des activités de combustion ainsi qu'automobile, que de l'apport d'un nouvel outil dans l'équation. Du moins sur le long-terme, car les bénéfices portés par une IA responsable apparaissent clairs dans ce débat: elle est ici la seule à pouvoir apporter une réponse immédiate lorsqu'un enjeu de prévention se fait urgent (d'autant plus en période de saturation des moyens de soigner).

L'ensemble des décisions ci-dessus mentionnées et adoptées peuvent alors se réclamer d'une innovation responsable et raisonnable.

Fin du rapport.

